

L'Essentiel

NUMÉRO 22 - FEVRIER 2022  **fipec**

FORMATION :

Clé de voûte de nos industries

Formation

SOGEFI certifiée
Qualiopi

Décarbonation

Orientation stratégique
de la fédération

Management de l'innovation

« La pandémie a libéré
les énergies »



filière que nous incarnons.

Notre rôle de vigie sert des actions d'influence très ciblées. Elles offrent aux entreprises adhérentes un relais direct et sur-mesure auprès du Gouvernement et des décideurs publics. La FIPEC est partie prenante dans la résolution de problématiques métiers générés par la crise sanitaire nationale et mondiale. Parmi elles, l'approvisionnement en matières premières, des marchés instables et la réorganisation systémique du travail. L'étau réglementaire national et européen n'a pas pour autant atténué son étreinte.

Collectivement, nous parvenons à actionner des relais parlementaires clés et influents, au niveau national et européen, via les instances internationales de nos filières. La France à la présidence du Conseil de l'Union Européenne ces 6 premiers mois de l'année est une opportunité à l'heure de la nouvelle stratégie industrielle pour l'Europe. Elle s'ajoute aux réglementations en cours de modification ou de mise en œuvre (REACH, Loi AGECE...) et menace 12 000 substances, soit plus d'un tiers des besoins de nos industries.

Nous soutenons la transition écologique et nous engageons à participer à la construction d'une société bas carbone dans le cadre du plan France Relance. C'est une orientation forte de la FIPEC, à l'instar de ses adhérents. Et parce que nous voulons atteindre les objectifs indiscutablement vitaux de la loi AGECE, nous revendiquons de nous en laisser les moyens.

Notre feuille de route est d'infléchir la trajectoire inquiétante de l'appauvrissement de l'industrie, prise de vitesse par le train réglementaire. Sa fonction vitale, avérée pendant la crise sanitaire, l'a pourtant placée au centre du plan France Relance. Sans l'industrie, il sera difficile de construire une économie durable, circulaire et neutre pour le climat.

La lecture de ce numéro de L'Essentiel vous révélera les effets bénéfiques, notamment en matière de décarbonation, des industries de la chimie de formulation et dont l'une des fonctions principales est de protéger.

Gilles Richard

Délégué Général de la FIPEC



Directeur de la publication
Gilles Richard

Reportages et rédaction
CommLC

Crédit photos et illustrations
ADEME, AdobeStock, BASF, Blanchon, Cromology, Foucha-Muyard, ITECH, Pixabay, Shutterstock

Conception et réalisation graphique
Vincent Lecat

Impression
Média Graphic

La FIPEC remercie toutes les personnes qui ont collaboré à ce numéro.

FIPEC
42, avenue Marceau
75008 Paris

Contact
Aglantine
Parjadis de Larivière
Communication

Tél. : +33(1) 53 23 00 00

E-mail :
aglantine.parjadis@fipec.org

www.fipec.org

@La_FIPEC



L'ESSENTIEL - N°22 FEVRIER 2022

4 FAITS D'ACTU

FIPEC

Faits marquants

7 PLANÈTE INDUSTRIE

Ambitions de décarbonation :
France Relance et orientation
stratégique de la FIPEC

Matières premières :
le bout du tunnel est loin

Stratégie industrielle pour l'Europe :
l'appel du CEFIC

11 PAROLE D'EXPERT

Guillaume Clément :
le management de l'innovation

12 À LA UNE

Formation :
clé de voûte de nos industries

18 DOSSIERS PRIORITAIRES

Le biosourcé : solution décarbonée
Eco-contribution : fil d'ariane de la loi
AGEC

21 ACTUALITÉS DES FILIÈRES

AFICAM
SIPEV
SPB
AFEI





Jacques
MENICUCCI



Laurent
VAUCENAT



Feuille de route du conseil d'administration

Lors de l'Assemblée Générale de la FIPEC au dernier trimestre 2021, **Jacques Menicucci**, Directeur Général Délégué du Groupe Allios, a été réélu à la présidence de la FIPEC pour les combats collectifs qu'il mène : renforcer la capacité des industriels à agir en profession, défendre leurs intérêts tout en restant au service de leurs filières et du pays. Dans la continuité de ses deux mandats précédents, il s'efforce de montrer à tous qu'il y a une place pour une industrie forte et de toute taille.

« En nous plongeant dans l'état d'urgence, la crise sanitaire inédite a éprouvé et renforcé notre travail en filière et donné une nouvelle dimension à la gestion de crise. Elle a mis en évidence mon engagement au sein de notre filière car il en va de notre avenir en tant que

profession. L'année 2020 l'a vue venir, nous l'avons vécue très concrètement en 2021. La sécurisation de nos approvisionnements est une question stratégique, posée par le Président de la République lui-même. Notre pays, notre industrie, nos entreprises, sont-elles capées pour se défendre face à des dynamiques mondiales parfois contraires ? Quelles réponses nos industries peuvent-elles apporter à la transition écologique ?

Trouver des solutions et aller de l'avant guident ma volonté de continuer à servir la maison commune de nos professions. Qu'elle soit toujours un lieu de partage avec ses experts et ses permanents qui sont liés par la même forte implication. Mon nouveau mandat poursuivra le travail de construction sur notre image, notre

influence, notre pertinence, sans oublier qui nous sommes et l'histoire qui nous réunit depuis maintenant presque 140 ans ».

Avec les mêmes convictions, la même confiance en la profession et l'envie partagée d'œuvrer collectivement, **Laurent Vaucenat**, Directeur Peinture Constructeurs Automobiles chez BASF France, a été élu Président Adjoint.

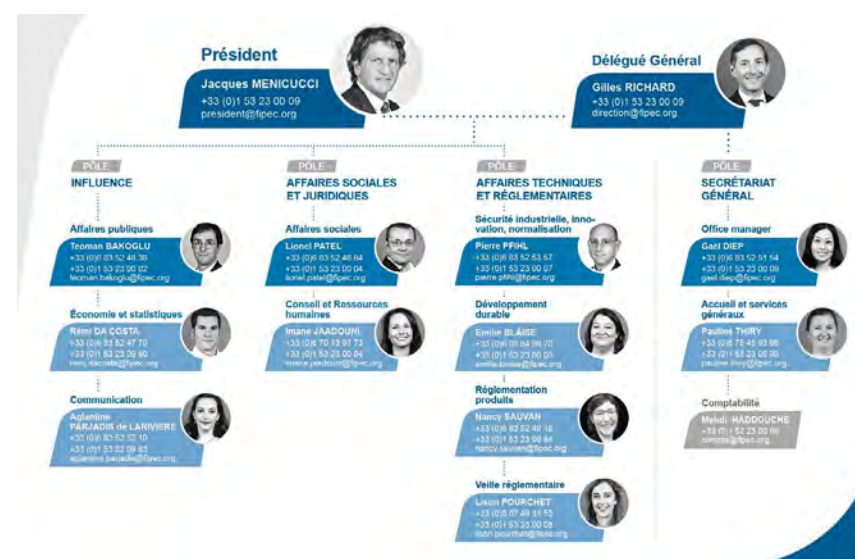
« Je suis très heureux, très honoré, d'avoir été élu Président Adjoint. C'est une fédération qui a beaucoup d'ambitions.../... avec des missions très importantes dans un monde qui bouge beaucoup. On le voit avec toutes les crises qu'on traverse. Bien sûr le Covid, les problèmes d'approvisionnement et toute la réglementation que l'on doit influencer positivement pour pouvoir développer ces magnifiques métiers de nos industries ».

Interviews sur la chaîne Youtube FIPEC.

Equipe FIPEC : nouvelle impulsion

En réponse aux ambitions filière des adhérents de ses syndicats, la fédération a renforcé la structure de son organisation. Le Pôle Influence, dirigé par Teoman Bakoglu, regroupe trois fonctions stratégiques : les affaires publiques, la communication et les affaires économiques. Lionel Patel prend en charge la direction du Pôle Affaires Sociales et Juridiques, incluant la formation portée par la filiale SOGEFI de la FIPEC. Pierre Pfihl, qui a récemment rejoint la fédération à la suite du départ à la retraite de François Legay, occupe le poste de Directeur du Pôle Technique et Réglementaire. L'équipe se donne ainsi une nouvelle impulsion qu'elle met au service des 5 professions industrielles de la FIPEC.

www.fipec.org



agréé
Qualiopi

A la suite d'un audit le 10 novembre 2021, la SOGEFI, organisme de formation de la FIPEC, a obtenu la certification Qualiopi pour ses formations.

Elle atteste de la qualité du processus mis en œuvre pour favoriser le développement des compétences. Sur la base d'un référentiel national, elle garantit 7 critères de qualité répartis en 32 indicateurs, dont l'adaptation des programmes au public bénéficiaire, l'adéquation des moyens pédagogiques, techniques et d'encadrement, la qualification des formateurs.

Au-delà de permettre la prise en charge des frais de formation par les OPCO, la certification Qualiopi est le gage d'un haut niveau de qualité pour les entreprises et leurs salariés en formation continue. Dans le respect de sa charte qualité, la fédération leur apporte un programme en lien direct avec les spécificités de leurs métiers et des perspectives d'évolution au rythme de leurs besoins.

Qualiopi
processus certifié

REPUBLIQUE FRANÇAISE

France Relance La FIPEC, pilote du projet structurant du contrat de filière

Fin 2021, la FIPEC s'est engagée sur la décarbonation des secteurs de la construction et de la rénovation en signant, aux côtés de France Chimie, l'avenant du contrat stratégique de la filière chimie et matériaux. Il regroupe les industries de la chimie, du papier-carton, de la plasturgie et du caoutchouc. Dans sa mise en œuvre, la FIPEC est chargée de piloter le projet structurant de la filière. Saluant l'implication des industries et de leurs organisations, **Luc Benoit-Cattin**, Président du Comité stratégique de Filière, a déclaré : « Depuis 2018, notre comité a prouvé sa capacité à faciliter la transformation de nos secteurs industriels. La signature officielle de notre avenant au contrat de filière témoigne d'une volonté renouvelée de s'engager ensemble pour faire de notre filière, un atout pour une économie résiliente et décarbonée ».



Journée Recyclage FIPEC Axe prioritaire des industriels

La Journée Recyclage, organisée le 18 novembre dernier et qui a réuni adhérents et partenaires, a montré que les industriels représentés au sein de la FIPEC font du recyclage une priorité stratégique. Les travaux de la journée ont tracé la voie à suivre pour relever les défis. Avec l'appui de la fédération et en coordination avec les pouvoirs publics, la nécessité d'une stratégie collective a été clairement identifiée pour construire une réponse technologique et réglementaire pertinente.

La Journée a été l'occasion d'annoncer le lancement par le SIPEV d'une campagne de caractérisation des flux de déchets de peintures (fond de pots). L'étude validera la faisabilité technique et réglementaire du recyclage des peintures pour leur réintroduction dans le processus de fabrication. Elle est confiée au Groupe Baudalet Environnement et sa filiale Be Green.

Ce premier séminaire de travail résulte de la volonté de la FIPEC d'accompagner ses adhérents sur les enjeux d'économie circulaire. D'autres sont en cours de préparation.

Eurocoat, enfin !

Sous le thème de l'innovation et la fin de vie des revêtements, le salon technologique et scientifique organisé par Infopro Digital, simultanément avec le congrès de l'AFTPVA, se tiendra au Parc des expositions de la Porte de Versailles à Paris, du 29 au 31 mars 2022.

En tant que partenaire, la FIPEC participera activement au Congrès de l'AFTPVA.

www.eurocoat-expo.com

Portrait-robot L'enquête sociale 2021 est parue

Le rapport de l'emploi et les rémunérations dans les entreprises de la branche des industries chimiques a été publié en décembre dernier. Les 143 entreprises adhérentes qui ont répondu représentent un effectif de 6 622 salariés. 72% de l'emploi se concentre dans les activités de spécialités chimiques. 29% des métiers sont liés à la production, 19% à la logistique et 18% à la vente. L'âge moyen est de 45,2 ans et l'ancienneté moyenne de 13,1 ans.

Les entreprises adhérentes FIPEC sont présentes sur l'ensemble du territoire national. Les Hauts-de-France, l'Ile-de-France et l'Auvergne-Rhône-Alpes rassemblent néanmoins 77% des effectifs du périmètre.



Des diplômés qualifiés et spécialisés

En septembre dernier, l'ITECH a mis à l'honneur ses diplômés 2021 mais également ceux de 2020 qui n'avaient pu avoir leur propre cérémonie, victimes des restrictions du Covid. La FIPEC a eu le privilège de récompenser les deux majors de promo en Chimie des Formulations, Eloïse Lucas (2020) et Maxine Dipoda (2021).

En 2021, 155 ingénieurs ont été diplômés dont 30 spécialisés en chimie de formulation. En Post Premier Cycle (l'équivalent d'une licence pro), 21 diplômés ont été délivrés dont 10 en Peintures Encres et Adhésifs.

A l'ESCOM Chimie, le taux de réussite en 2021 s'élève à 86%. Les promotions 2021-2022 en classes préparatoires (228 étudiants) et cycle ingénieur (412), ont fait le plein.

La FIPEC attribue une mention d'excellence à tous les étudiants qui ont su faire preuve de patience, de courage et de résilience pour mener à bien leur cursus, et aux entreprises qui les ont accompagnés.



Gilles Richard remet le prix Major de promotion FIPEC à Maxine Dipoda

Pour l'ITECH, ce qui ne tue pas rend plus fort

La gestion de la crise sanitaire est l'occasion pour l'ITECH d'éprouver sa résistance et sa capacité d'adaptation. Le cursus pédagogique traditionnel a réussi à rapidement basculer vers les cours à distance sans rupture. Formés aux outils numériques depuis déjà quelques années, les professeurs se sont adaptés dès l'annonce du 1^{er} confinement et des solutions digitales ont été activées en 1 semaine. Des modules hybrides ont été montés avec un mixage des élèves en formation initiale et continue.

« *Mêler professionnels et étudiants s'est révélé très riche et stimulant. Cette expérience et le déploiement des outils digitaux ont permis d'ouvrir une brèche qui diversifie l'offre de formation continue, plus souple pour les entreprises* », **Jérôme Marcilloux**, Directeur.

Tous les stages et échanges à l'international ont été maintenus, sauf au Canada qui a fermé ses frontières. Les prochains diplômés auront bénéficié de la même qualité d'enseignement que leurs aînés en ayant renforcé une compétence supplémentaire, celle de l'agilité.

« *Nous avons à déplorer moins de détresse psychologique parmi nos étudiants que la moyenne nationale car nous avons tous été mobilisés, cadres enseignants, pédagogiques et administratifs, étudiants, pour travailler dans la continuité. La précédente année scolaire, nous avons contacté 4 400 entreprises pour placer 200 étudiants en juin et ils ont tous trouvé leur place. Maintenir la qualité de notre enseignement pendant cette période troublée est une victoire collective qui a renforcé l'esprit et la dynamique de l'école* ».

France Relance Les industries FIPEC, moteur dans la décarbonation

La FIPEC a été désignée comme le pilote du projet structurant « Augmenter les ambitions de décarbonation du secteur de la Construction/Rénovation grâce à la chimie de formulation » de la filière « chimie et matériaux ». A ce titre, elle s'est engagée fin 2021, avec le Gouvernement et l'industrie, à apporter la contribution de ses professions dans l'avancement concret sur des objectifs de transition écologique.

Les professions de la FIPEC s'engagent à travailler en filière à la décarbonation du secteur de la construction et de la rénovation. En protégeant les supports revêtus de leurs produits, en assurant leur durabilité (corrosion, bois, surface des bâtiments...), elles participent par nature à la décarbonation et au développement durable.

Au-delà de leur fonction initiale, les industries ont des atouts réels dans la réduction de l'empreinte carbone de l'économie.



Plan exceptionnel de 100 milliards d'euros

Barbara Pompili, Ministre de la Transition écologique, Agnès Pannier-Runacher, Ministre déléguée auprès du Ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance, chargée de l'Industrie, et Luc Benoit-Cattin, Président du Comité stratégique de Filière « Chimie et matériaux », ont signé le 8 octobre 2021 l'avenant au contrat de filière de 2018 du comité stratégique de filière « Chimie et Matériaux » (chimie, papier-carton, plasturgie, caoutchouc).

Cet avenant s'inscrit dans la dynamique du plan France Relance. Le Gouvernement a appelé les comités stratégiques de filières à élaborer des avenants à leur contrat afin de s'adapter aux nouveaux enjeux soulevés par la crise sanitaire et à la transition écologique.

Un plan exceptionnel de 100 milliards d'euros est déployé, soutenu à hauteur de 40% par l'Union européenne. Il vise une relance rapide de l'économie et des résultats concrets en matière de décarbonation, reconquête industrielle, renforcement des compétences et qualifications sur l'ensemble du territoire. Les financements sont orientés sur les axes prioritaires du plan France Relance que sont la transition écologique, la compétitivité et la souveraineté, la cohésion sociale.

« *Premier secteur exportateur français en 2020, la chimie, qui a montré tout son dynamisme dans France Relance, s'inscrit au cœur des enjeux de la*

transition énergétique à travers son nouveau contrat de filière. Décarbonation des procédés, résilience des intrants critiques, développement de la chimie verte et biosourcée : voici les défis que nous relèverons ensemble pour 2030, pour une chimie verte compétitive et créatrice d'emplois dans les territoires », ambitionne **Agnès Pannier-Runacher**.

Solutions des industries de la FIPEC

Les industries de la FIPEC ont une influence majeure sur les enjeux prioritaires ciblés et vont poursuivre leur stratégie de contribution à la décarbonation de la filière du bâtiment.

Dans ce cadre, nos adhérents participent au renforcement de la compétitivité et de la souveraineté de l'industrie chimique, via notamment, le développement de la filière chimie biosourcée et issue des biotechnologies.

« *Je me réjouis de la signature de cet avenant, qui fait de la transition écologique un axe clé de la compétitivité de la filière, en poursuivant sa décarbonation, en donnant un coup d'accélérateur à la chimie biosourcée, mais aussi en renforçant l'offre de solutions face à l'urgence environnementale et climatique : nouvelles technologies de recyclage des plastiques, plastiques recyclés aptes au contact alimentaire, nouveaux produits plus durables pour la construction et la rénovation...* » **Barbara Pompili**.

« *La crise sanitaire et le plan de relance ont donné une orientation stratégique forte de notre fédération vers les enjeux de décarbonation qui capitalise les travaux de ses commissions et de ses syndicats. Les échanges avec mes homologues de France Chimie et de France Industrie ont contribué à nous confier le pilotage d'un projet ambitieux de décarbonation du bâtiment, par le prisme de la filière chimie. Il fait l'objet d'une très forte attention, pour ne pas dire attente, des pouvoirs publics* », **Jacques Menicucci**, Président de la FIPEC.





Décarbonation Orientation stratégique

Isolation Thermique par l'Extérieur, utilisation de matières premières bas carbone, issues du recyclage ou biosourcées, protection du bois, les ressources des industries de la FIPEC pour agir sur la décarbonation sont multiples. Ces axes orientent l'innovation depuis plusieurs années. Transformés en réalités industrielles, la FIPEC les soutient, avec une forte implication des entreprises adhérentes, sur le plan technique, réglementaire et du développement des compétences.

Au stade de la fabrication des produits, les R&D s'orientent vers le développement de composants ou processus bas carbone. Dans le bâtiment, l'Isolation Thermique par l'Extérieur (ITE) agit en économisant l'énergie et en faisant évoluer les solutions et procédés.

Les adhérents, appuyés par les pôles d'expertise de la FIPEC, sont sur le pont pour apporter des réponses techniques et réglementaires, défendre les positions qui stimulent l'innovation et lèvent les freins.

Accélérer la certification

Dans le déploiement de solutions performantes et éco-responsables, les procédures de certification peuvent ralentir fortement l'introduction de techniques innovantes. Les présidents Jacques Menicucci (FIPEC) et Philippe Boussemart (Groupement Mur Manteau) ont rencontré Etienne Crépon, Président du CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment) à ce sujet. « Dans le cadre de la transition écologique et la décarbonation du bâtiment, notre concertation a porté sur les conditions d'accélération des procédures de certification souhaitée par l'Etat. Un contrat moral a été conclu engageant le CSTB à recruter plus de collaborateurs pour accompagner nos professions. A charge pour nous de donner une visibilité sur 3 ans du volume des dossiers à traiter, ce que nous avons fait », Jacques Menicucci.

ITE : fer de lance de la FIPEC

Les systèmes d'ITE, dont les fabricants de peintures sont les concepteurs et fournisseurs, sont un puissant levier de décarbonation dans le bâtiment. Ils agissent par leur fonction et le choix des composants et des matériaux, enduit, isolant, armature et finition.

Par le maintien d'une température constante, l'ITE réduit la consommation énergétique des bâtiments, jusqu'à 40%, au-delà d'améliorer le confort de vie.

« L'Analyse du Cycle de Vie des systèmes d'isolation réalisée dans le cadre de la rédaction des Fiches de Données Environnementales et

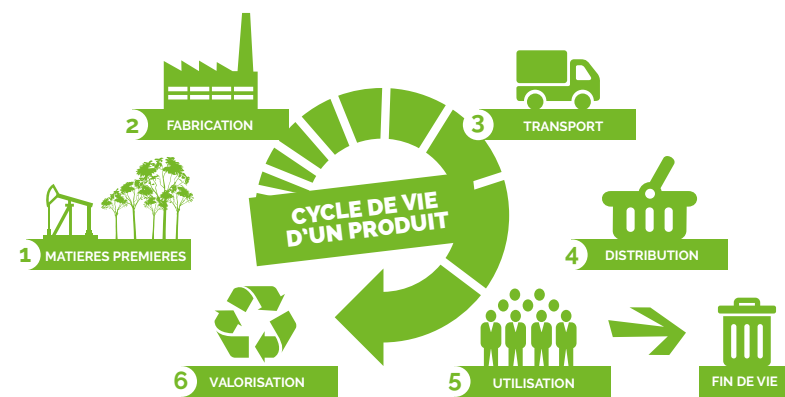
Sanitaires collectives, a montré que la technique de l'ITE était la plus économe en ressources énergétiques et en carbone. Les FDES nous permettent également d'attester que cette technologie assure l'isolation la plus efficace », témoigne François Legay, Pôle Technique et Réglementaire FIPEC, qui a suivi les travaux sur les FDES publiées fin 2021.

Par ailleurs, les fabricants impliqués dans l'ITE s'inscrivent dans les programmes de décarbonation en travaillant sur les intrants dans la composition des peintures et matériaux.

la paraffine. Les solvants peuvent être issus de la biomasse (raisin, canne à sucre, vinaigre...). Ce ne sont là que quelques exemples.

Biosourcé : tendance forte

Avec sa capacité à piéger le carbone, la chimie du végétal, issue de la biomasse, est une ressource inépuisable qui n'a encore livré que le début de son potentiel. Beaucoup de projets ont passé le cap de la recherche et de l'expérimentation, les développements industriels s'accroissent. Et



Matières premières bas carbone

L'éco-conception des systèmes d'ITE porte, entre autres efforts, sur les isolants. L'utilisation de matières premières renouvelables, tels que les panneaux en copeaux de bois ou la laine de roche, est en forte croissance.

Cette orientation concerne l'ensemble de la chimie de formulation. La technologie fait émerger des secteurs de pointe et a encore ses limites dans certains autres mais, entre la pression du consommateur et du législateur, associée à la volonté de l'industrie, la tendance est forte et structurelle.

Les industriels exploitent plusieurs pistes pour décarboner les matières premières en favorisant celles à faible empreinte carbone, issues du recyclage ou biosourcées.

Les résines acryliques pétrochimiques pourraient ainsi être progressivement remplacées par des résines plus écologiques. Dans les encres grasses, l'huile de colza, lin ou soja remplacent peu à peu

d'autant plus qu'ils sont dorénavant plébiscités par les pouvoirs publics.

Cette montée en puissance est le fruit d'un travail de longue haleine, porté principalement depuis près de 15 ans par l'Association Chimie du Végétal à laquelle la FIPEC adhère activement depuis 2010. Les permanents sont membres de 3 groupes de travail, l'un axé sur l'influence et les affaires publiques, l'autre tourné vers les marchés utilisateurs et le dernier, consacré à la communication de la filière.

Dans la volonté d'aller plus loin dans l'accompagnement de ses adhérents sur la voie de la décarbonation, la FIPEC s'attelle à évaluer les cibles afin de développer des outils adaptés en matière notamment de cycle de vie et d'éco-conception. « La prise de conscience du besoin de rationaliser les cibles amène la FIPEC à lancer un travail d'évaluation pour nos filières. Il nous aidera à quantifier et qualifier ces cibles pour réagir avec pertinence », Pascal Hoareau, Président du SIPEV.

Matières premières Le bout du tunnel est loin

La crise des matières premières perdure et les perspectives de baisse des prix d'achat pour le 1^{er} semestre 2022 ne sont raisonnablement pas optimistes. L'industrie fait face à une pénurie pour des raisons multifactorielles (cas de forces majeures, fortes demandes...) dans un contexte de coûts énergétiques prohibitifs.

Résines, pigments, additifs, bois, consommables, plastiques... aucune matière première n'est épargnée par une pénurie et/ou la flambée des prix. Sur les 30 familles de composants habituellement utilisées dans les peintures, 28 ont augmenté en l'espace de quelques jours, dans des proportions importantes et de façon imprévisible. « Les monomères, dont la production est concentrée en Asie et aux USA, font défaut à la chimie des acryliques, entre autres. Le dioxyde de titane est sous l'emprise asiatique car 2^e fabricant au monde. Le pire reste peut-être à venir avec un métal en crise depuis mi-2021, plébiscité pour les emballages car recyclable presque à l'infini. Les forges, devenues rares en Europe et dans le monde, sont en extrême tension car le produit manque. La Chine est le 1^{er} exportateur mondial... », Nicolas Dujardin, Directeur des Opérations chez Océinde.

Gonzague
CATRY



L'Europe est-elle arrivée en bout de chaîne ?

Selon la loi de l'offre et la demande du moment, les chiffres peuvent être multipliés par 2, 3, 4, voire 5. Le prix du titane chinois, par exemple, a doublé en 1 an ! Avec la baisse de ses exportations, la Chine privilégie un marché intérieur en pleine urbanisation et qui représente 25% de la croissance mondiale. Ensuite, elle orienterait ses exportations plutôt vers les Etats-

Unis qui profitent d'une économie de reprise et d'un dollar plus attractif que l'euro. Le déséquilibre des forces s'accroît et l'Europe est indéniablement en perte de vitesse sur l'échiquier mondial. « Nous sommes dépendants d'un système mondial dans lequel nous avons perdu notre facilité d'achat, et sommes contraints d'anticiper nos commandes plus tôt, jusqu'à parfois 6 mois. Nous n'avons pourtant plus de visibilité, ni sur les prix, ni sur l'état des besoins réels et ne pouvons même plus nous appuyer sur des critères de saisonnalité », Gonzague Catry, Président de la Commission des Acheteurs FIPEC et Directeur Industriel Théolaur Peintures.

Alors qu'avant la pandémie, les tarifs se maintenaient sur un trimestre, voire

un semestre, ils sont aujourd'hui tenus mensuellement quand ils ne sont pas révisés à la commande, comme c'est le cas pour certains produits de base, telles que les commodités. L'exercice quotidien dans l'approvisionnement devient une sorte de coup de poker.

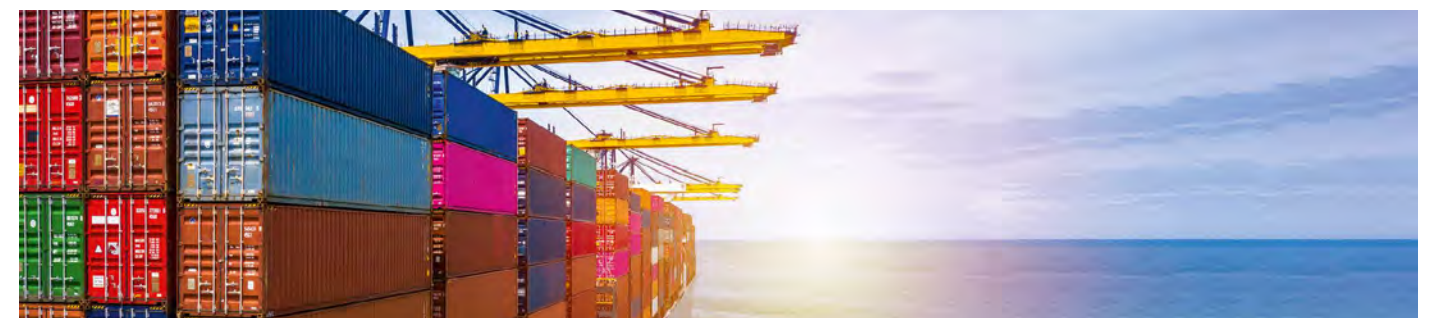
S'ajoutent à la forte demande des marchés, les coûts énergétiques qui flambent et alourdissent les coûts de production et de transport. Des matières premières restent « abordables », comme le carbonate de calcium, mais les coûts annexes les font, elles aussi, augmenter depuis fin 2021.

« Ce contexte aléatoire oblige un reparamétrage permanent des approvisionnements et de la production sans même la possibilité de faire jouer la concurrence. Pour préserver leurs clients historiques, les fournisseurs n'ouvrent plus de nouveaux comptes ou alors à des conditions très peu intéressantes », Gonzague Catry.

Entre le marteau et l'enclume

Actuellement, les plateformes des fabricants et des distributeurs sont largement pourvues et les besoins en matières premières ont baissé. Sur les marchés professionnels, dans le bâtiment notamment, l'activité reste soutenue mais les chantiers prennent du retard à cause des pénuries. Dans l'ensemble des métiers, après le pic observé pendant les périodes de confinement, la baisse d'activité déclenche une tension sur les prix de vente. Pris en étau entre les hausses des matières premières en amont, et les attentes des marchés aval et tous les effets collatéraux, nos marges se détériorent énormément et l'organisation des chaînes de valeurs se fragilise. « La physionomie des années 2020 et 2021 est totalement différente. Après des fortes hausses d'activité, surtout dans le bricolage, nous sommes revenus à la normale mais avec de nouvelles difficultés à surmonter, en particulier au niveau des ressources humaines devenues plus aléatoires. Plus d'absentéisme et des problématiques de recrutement se généralisent dans tous les domaines de nos activités, que ce soit en laboratoire, maintenance, informatique ou logistique. Avant Covid, l'entreprise devait s'assurer de la santé physique de ses collaborateurs. Aujourd'hui, elle doit aussi veiller à leur santé mentale. Et puis le télétravail redéfinit l'organisation avec un savant dosage à arbitrer selon les missions et les profils des collaborateurs », Gonzague Catry.

Nous sommes à la croisée d'un chemin auquel s'ajoute la crise des matières premières...





Stratégie industrielle pour l'Europe Soutien à l'appel du CEFIC

La stratégie industrielle de la Commission européenne, publiée le 14/10/2021, fait consensus sur ses fondements de durabilité. Néanmoins, la filière chimique européenne lance un appel urgent à la Commission européenne pour travailler ensemble à l'élaboration d'une voie de transition pour l'industrie. Sans le soutien des investissements massifs nécessaires, les objectifs du pacte vert pour l'Europe ne pourront être atteints.

Avec le pacte vert pour l'Europe, sa nouvelle stratégie de croissance, l'Union européenne s'est lancée sur la voie de l'économie durable, circulaire et neutre pour le climat d'ici 2050. Elle entend également mieux protéger la santé humaine et l'environnement en luttant contre la pollution de toutes provenances et en visant un environnement exempt de substances toxiques.

12 000 substances concernées !

La nouvelle stratégie industrielle pour l'Europe vise la durabilité des produits chimiques sur tout leur cycle de vie, de leur conception à leur recyclabilité. Ils doivent être sûrs, pérennes et non toxiques, fabriqués et utilisés sans nuire à la planète, ni aux générations actuelles et futures, tout en contribuant à la transition écologique et numérique de la société. Les catégories de produits visés prioritairement sont ceux touchant aux populations vulnérables et présentant le plus fort potentiel de circularité, comme les emballages ou le bâtiment. Atteindre cet objectif partagé nécessite de prendre de la hauteur sur le cadre réglementaire national et européen qui se chevauche et s'additionne.

« Les exigences sur la mise à disposition des informations sur les produits et leur utilisation oblige une surveillance de la présence des matières critiques sur tout le cycle de vie des

matériaux et produits. La gestion des déchets implique de décontaminer les flux, réduire le volume et les exportations, d'améliorer la sécurité du recyclage. Avec REACH, la loi AGECE, les labels écologiques, les directives sur l'éco-conception et les émissions industrielles, le cadre réglementaire est pourtant déjà bien abouti et même pas encore totalement mis en œuvre », **Nancy Sauvan**, Pôle Technique et Réglementaire FIPEC.

L'application de la stratégie industrielle pour l'Europe pourrait limiter l'accès à plus de 12 000 substances chimiques, soit plus d'un tiers des substances actuellement utilisées.

Toute la profession derrière le CEFIC

La FIPEC soutient et relaie l'appel du Conseil Européen de l'Industrie Chimique à élaborer en commun une voie de transition verte pour la filière chimique européenne. Le CEFIC a publié fin 2021 une étude détaillée sur les impacts de la stratégie européenne. Elle identifie des répercussions économiques importantes sur la fabrication des peintures, enduits, encres, adhésifs et mastics. Elles font ricochet sur l'ensemble des industries utilisatrices en aval, de l'aéronautique à l'emballage. Et à travers elles, sur l'essentiel des biens de consommation. L'effet papillon déstabilise l'ensemble de notre société. Elle la prive également du bénéfice des systèmes

de protection des supports et d'isolation thermique. La durabilité est à considérer dans son ensemble et un équilibre reste à trouver.

« La FIPEC appelle à prendre en considération les fonctions positives de la chimie sur la décarbonation. A titre d'exemple, nos professions sont des maillons essentiels dans la fabrication de systèmes d'isolation thermique par l'extérieur du bâtiment, dans le traitement des bois de construction issus des forêts françaises, ou pour proposer des peintures et colles limitant le bilan carbone des secteurs de l'aéronautique ou de l'automobile. Nos professions ont besoin d'un plan d'action et de transition cohérent avec les objectifs du pacte vert dans un contexte d'urgence climatique et avec les moyens réels dont l'industrie dispose. Une priorisation des efforts est nécessaire », **Teoman Bakoglu**, Pôle Influence FIPEC.

« Nos industries sont très conscientes de la nécessité d'identifier rapidement des solutions techniques de substitution. Il est également important que notre industrie ne soit pas livrée à elle-même pour réunir seule les conditions de succès de cette stratégie, notamment vis-à-vis du commerce international et des filières d'approvisionnement. Une action coordonnée avec les pouvoirs publics, l'amont de l'industrie chimique et les clients de nos professions est indispensable », **Jacques Menicucci**, Président de la FIPEC.



Management de l'innovation « La pandémie a libéré les énergies »

Le management de l'innovation définit une stratégie permettant l'émergence de projets novateurs structurés. Cette stratégie, motivée par la recherche d'une compétitivité pérenne, a la caractéristique de mobiliser tous les pôles et les profils de l'entreprise. Cette culture d'entreprise donne du sens à l'action. Dans l'industrie, cette approche transversale est récente et encore balbutiante. Mais la crise qui bouleverse notre façon de travailler et de consommer, devrait accélérer les changements. L'arrêt brutal de la production puis la reprise explosive a nourri les réflexions sur l'agilité des entreprises et leur capacité à s'adapter.

Guillaume CLEMENT



Chez Blanchon, l'innovation porte sur toute la chaîne de valeurs de l'entreprise, de l'amont à l'aval de la fabrication, autour du produit, des services et du management. Guillaume Clément, CEO, Président du groupe et Administrateur de la FIPEC, libère les énergies de la créativité en coordonnant toutes les forces vives, internes et externes.

Quel sens Blanchon donne à l'innovation ?

Blanchon existe depuis 1832. L'innovation, constitutive du groupe, a nourri sa croissance. Elle est historiquement portée sur le produit. Nos innovations sont incrémentales, c'est-à-dire régulières, mais aussi de rupture. Ce fut le cas avec nos solutions en base aqueuse développées dans les années 90. Nous avons été les précurseurs sur cette nouvelle technologie, pour laquelle nous avons construit une usine dédiée et qui poursuit son programme d'innovation. Concrètement, en réponse à des besoins latents, nous avons lancé, en première mondiale en mars 2021, une gamme biosourcée de vitrificateurs, saturateurs, lasures et peintures de rénovation,

destinée aux professionnels et particuliers. Nous sommes convaincus que la biochimie est une voie d'innovation essentielle et sommes heureux d'être les premiers de cordée sur cette trajectoire. Plus récemment encore, l'innovation s'est étendue à tous les pôles de compétences du groupe en vue d'améliorer l'expérience client.

Quel est votre mode de gestion de l'innovation ?

Nous suivons différents processus d'innovation. L'un part de la cellule innovation qui est chargée de nourrir la réflexion à moyen et long terme. Elle coopère avec le service R&D et commercial sous le pilotage du marketing. Le travail se construit par étape selon la technique du « Phase Gate Process » (évaluation, étude de projet, développement, validation, lancement). Le deuxième processus d'innovation concerne la gestion de projet, axé business, qui fait appel à la collaboration de plusieurs contributeurs clés de l'entreprise. Ces stratégies ont en commun une organisation, non plus verticale, mais transversale et ouverte dans laquelle chaque collaborateur est partie prenante. A partir d'une idée, sa mise en œuvre au sein de l'entreprise est véritablement une innovation sociale !

Les projets d'innovation dépassent-ils le cadre des produits ?

En effet, les services sont une source importante d'innovation. Pressentant un besoin du marché, nous nous sommes lancés, à la fin des années 2000, dans le projet de livrer à l'unité chacune de nos 15 000 références, et non plus par palette ou demi-palette. Le défi était d'orchestrer automatiquement la livraison à l'unité et faire des palettes personnalisées. Aujourd'hui le spectre est large, notamment dans l'après-vente, et propice à beaucoup de créativité, autant chez

« Innover nécessite de mutualiser les compétences. Lieu de partage d'expertises, la FIPEC est un facilitateur »

Témoignages

« Le management de l'innovation implique de sortir du cadre ! La curiosité et l'audace sont des qualités très précieuses dans nos métiers. Nous n'hésitons pas à explorer des matières premières issues d'autres secteurs. Nous avons par exemple cherché du côté des filtres UV utilisés en cosmétique pour mettre au point une finition contre le jaunissement du bois », **Jacques Clechet**, Responsable R&D.

« En tant que Chef de Projet Innovation, mon rôle est de faciliter les échanges entre équipes pour faire émerger les bonnes idées partout où elles se trouvent. Je n'hésite pas non plus à m'inspirer d'univers extérieurs en allant sur des salons qui s'avèrent d'excellentes sources », **Elodie Bienstman**.

les fabricants que chez les distributeurs. Nous voyons apparaître des offres de colorimétrie personnalisée, des prestations de pose en s'associant à des artisans poseurs formés aux produits. La satisfaction client est typiquement un axe de réflexion pour les industriels.

Quelle est votre approche pour créer de la valeur ?

Notre approche est de combiner les compétences internes et externes avec la technologie digitale pour stimuler la créativité, innover et créer de la valeur. Chez Blanchon, nous utilisons l'IA pour l'analyse de nos datas et faisons appel à des consultants spécialisés. C'est ainsi que nous avons élaboré la technologie excimer en collaborant avec des fabricants de revêtement de sol et des professionnels de lampes de séchage. Cette innovation associe une technologie innovante de séchage à des formules spécifiques pour un rendu de revêtement de sol très mat et extrêmement résistant.

La diversité de nos clients (industriels, professionnels, particuliers) est également un levier pour innover. Nous capitalisons sur nos expériences en les transposant aux besoins spécifiques de chacun. Les uns, consommateurs, sont plutôt exigeants sur les délais de livraison, les autres, industriels, sur l'environnement. La FIPEC entre dans cet écosystème vertueux de l'innovation en facilitant le partage d'expériences et d'expertises entre adhérents et professionnels de nos filières d'activité.

FORMATION clé de voûte de nos industries

Le sondage réalisé auprès des services RH des adhérents justifie l'implication de la FIPEC dans la formation et le développement d'une image positive des métiers. Dans l'industrie, les recrutements sont en tension, en particulier sur les postes de technico-commerciaux, informatiques et logistiques. Les entreprises sont confrontées aux difficultés opérationnelles des nouvelles recrues liées au manque de connaissance sur les métiers, la culture industrielle, les produits chimiques, les marchés aval, le second œuvre, la réglementation... Tous les domaines qui constituent les spécificités de la chimie de formulation. Parallèlement, la transformation digitale de l'industrie et l'évolution réglementaire créent un besoin croissant de formation continue.

L'écosystème du savoir de la FIPEC

L'avenir de l'industrie dépend de sa capacité à attirer les meilleurs candidats, à intégrer les compétences aptes à gérer, au présent et au futur, les transitions numériques et écologiques. Il dépend également des marchés utilisateurs où les ressources humaines font face à des défis tout aussi importants.

A travers le développement de son catalogue de formation et ses partenariats, la FIPEC s'implique sur toute la chaîne du savoir des professions de la chimie de formulation, de la formation initiale à la formation continue. Son but est d'apporter une réponse à l'ensemble des besoins en compétences des industriels tout en préparant l'avenir.

La formation et les connexions utiles pour les métiers des industries de la chimie de formulation, que regroupent les syndicats de la FIPEC, sont réglementaires, techniques et orientées vers les futurs actifs.

« En phase avec les besoins de nos adhérents, nous travaillons sur l'axe de la formation et de la promotion des métiers. Nous renforçons notre offre pour accompagner l'évolution des compétences des collaborateurs tout au long de leur parcours. Nous élargissons notre réseau d'écoles et nos publics pour orienter, vers nos métiers et les filières d'application de nos produits, les jeunes en cours d'orientation ou de formation, du technicien à l'ingénieur », **Aglantine Parjadis de Larivière**, Responsable Communication FIPEC.

La FIPEC : formations sur-mesure

En lien étroit avec les évolutions législatives et techniques, à la carte selon la demande des adhérents, les formations de la SOGEFI, organisme de formation de la FIPEC certifié Qualiopi, sont pilotées par les experts des pôles Technique et Influence. Des spécialistes extérieurs peuvent être sollicités pour délivrer une information exhaustive.

« L'innovation et la réglementation sont des leviers de pérennité et de croissance pour les entreprises qui nous amènent à renforcer notre mission d'information et de formation. Le succès de la formation RSE en 2021 a montré que nous répondions à une réelle attente des adhérents », **Emilie Blaise**, Pôle Technique et Réglementaire FIPEC.

En 2022, 7 modules sont au programme : BREXIT et son impact sur les entreprises ; FDS Etendues ; Gérer ses déchets ; Loi AGECE ; Biosourcé ; Convention Collective des Industries Chimiques ; Loi Santé au Travail.

L'AFTPVA : partenaires des formations techniques

Au niveau national et via des antennes régionales, l'AFTPVA, qui dépend de l'organisme de formation AFPEV (Association de Formation Peintures, Encres et Vernis) délivre des formations techniques. En tant qu'administrateur et contributeur à l'AFPEV, la FIPEC représente les adhérents de ses syndicats dont beaucoup sont membres. Elle intervient



en trait d'union pour faire évoluer les modules selon les besoins du marché. Les deux partenaires mettent à profit leur complémentarité en co-animant des journées techniques sur des sujets transversaux. La dernière en date, en 2021, concernait l'éco-conception et Emilie Blaise, Pôle Technique FIPEC, y a apporté son éclairage réglementaire.

Partenariat inclusif avec les écoles d'ingénieurs

La collaboration étroite avec l'ITECH Lyon et l'ESCOM Chimie, deux écoles d'ingénieurs au cœur des métiers des industries de la chimie de formulation, permet d'activer plusieurs leviers, celui de la formation initiale des futurs actifs, celui de la formation continue des collaborateurs des entreprises adhérentes et celui de la recherche.

En tant qu'administrateur des deux écoles, Gilles Richard valide les orientations pédagogiques et soutient les actions contribuant à la mise en valeur des métiers de la chimie de formulation et aux interactions avec les entreprises adhérentes.

« L'ESCOM Chimie est partenaire de la FIPEC afin de promouvoir ses métiers et ses acteurs mais aussi répondre à des problématiques de formation et de recrutement. Cette collaboration donne à notre école l'opportunité de faire profiter, aux différents partenaires industriels et institutionnels de la fédération, de ses atouts pour former et accompagner la montée en compétence des partenaires, d'aider au recrutement de stagiaires et d'ingénieur(e)s dans le domaine de la formulation », **Gérard Bacquet**, Directeur ESCOM Chimie.

En parallèle, les commissions « Sociale » et « Formation et Promotion des métiers » font le trait d'union entre les entreprises, l'enseignement et la formation.

De son côté, la Commission Communication du SIPEV, avec le site Génération Industrie Peinture, explique l'environnement des industries des peintures, enduits et vernis et valorise leurs métiers en s'adressant aux jeunes en formation technique ou en phase d'orientation.



INTERVIEW EXPRESS Gilles Richard

Comment travaillez-vous avec l'ITECH ?

La vice-présidence que nous tenons depuis 2 ans, ayant succédé à Louis-Philippe Reynaud, alors à la tête de Blanchon, s'inscrit dans l'histoire de la FIPEC qui fait partie des membres fondateurs. Nos adhérents aussi sont très présents et Blanchon y est toujours à travers la présidence de l'association des anciens élèves tenue par Elodie Bienstman, Chef de projet Innovation et par ailleurs Responsable du groupe de travail biosourcé de la FIPEC. Sur les cursus de formation, nous sommes particulièrement actifs au niveau de la majeure « chimie des formulations ». Nous encourageons également les adhérents à exploiter les ressources de l'école en matière de recherche, à travers la filiale ITECH entreprises. Nous l'avions, il y a deux ans, sollicité pour mener une étude sur le dioxyde de titane qui s'est révélée une pièce maîtresse dans nos négociations réglementaires.

Quels liens entretenez-vous avec l'ESCOM Chimie ?

Nos relations sont plus récentes mais plus assidues ces 18 derniers mois, depuis que je siége au Conseil d'Administration. J'ai répondu aux sollicitations de l'école d'accompagner leur stratégie pédagogique alors qu'elle renforce sa formation en chimie de formulation. Nous avons d'ores et déjà fait partie du jury de VAE, qui concerne 1 à 3 candidats par an, et participé à la validation du nouveau cursus bac +3 « Bachelor Chimie et Sciences Industrielles ». A moyen terme, de concert avec France Chimie Picardie Champagne-Ardenne dont Gilles Zuberbuhler, Président de l'ESCOM Chimie, est administrateur, nous travaillerons à promouvoir nos métiers en Picardie et Ile de France où la chimie est très présente.



Commission Formation et Promotion des métiers en action

En réunissant les adhérents volontaires et en collaborant avec les partenaires pédagogiques et filière de la FIPEC, la Commission Formation et Promotion des métiers entend agir à deux niveaux. Le premier est d'éveiller les vocations en donnant plus de visibilité aux métiers des industries que la fédération représente. Le second est de veiller à l'évolution des programmes de formation en adéquation avec les besoins du marché. Interview de Mickaël Dufour, Président de la Commission.

Quelles sont les motivations qui vous ont amené à présider cette commission ?

Entre sa transition environnementale et digitale, l'industrie est en pleine mutation. Elle doit intégrer de nouveaux métiers et savoir-faire, développer les connaissances métier. Les ressources humaines et leur qualification sont les valeurs qui déterminent notre présent et notre futur. Pour créer de l'emploi et de la richesse, seule la concertation entre le monde professionnel et pédagogique peut faire efficacement évoluer les programmes de formation initiale et continue. Cette conviction me pousse à agir.

Quelle est votre approche ?

Nous voulons opérer dans un esprit collectif et encourager une culture réseau pour mutualiser et donner plus d'ampleur à des opérations de promotion ou des actions pédagogiques visant les collèges, l'enseignement professionnel et les formations après le bac. Un premier travail fait l'inventaire des opportunités les plus pertinentes pour nos secteurs entre les salons, les événements scolaires et étudiants, les réseaux sociaux et plateformes d'informations digitales. Notre plan d'action déterminera ensuite les outils à renforcer et à mettre en place. En coordination avec la Commission Communication du SIPEV, nous capitaliserons sur les supports qu'elle a développés dont le GIP.



Mickaël
DUFOUR

Le GIP, vitrine des métiers des industries des peintures

generation-industrie-peinture.com, créé et animé par la Commission Communication du SIPEV, met en relation les futurs actifs avec le monde industriel des peintures, enduits et vernis. Au fil des années, la plateforme s'enrichit d'informations concrètes pour orienter les jeunes selon leurs aspirations à travers des fiches métiers, témoignages, parcours professionnels ou études de cas. Contenu et outils sont développés pour les aider à se projeter et à identifier les défis qu'ils peuvent s'approprier et donneront du sens à leur carrière. Le GIP est la porte d'entrée d'un univers professionnel varié et multisectoriel décrit dans une vidéo en motion design, promu sur les réseaux sociaux et véhiculé par les écoles partenaires. Rejoignez la communauté du GIP sur Facebook, Instagram, LinkedIn, et portez des métiers à forte valeur ajoutée.



Portrait des écoles partenaires

Depuis sa création en 1957, l'**ESCOM Chimie**, école supérieure de chimie organique et minérale, forme des ingénieur(e)s en chimie, procédé, QHSE, management marketing et formulation. L'**ESCOM Chimie** compte plus de 650 étudiants chimistes généralistes et un réseau mondial de 3 700 anciens étudiants. Elle tisse des liens très étroits avec le milieu industriel afin d'être en synergie.

www.escom.fr

L'**ITECH** Lyon, centenaire, est l'école européenne des peintures, l'école mondiale du cuir et l'école référente pour ses applications dans les domaines des matériaux plastiques et textiles techniques. Reconnue par l'Etat parmi les grandes écoles, l'**ITECH** Lyon a été créée et est soutenue par les syndicats professionnels et leurs entreprises. En complément de sa formation principale d'ingénieur, elle propose des formations de niveaux Bac+2 à Bac+6.

www.itech.fr

Jérôme
MARCILLOUX



Il faut sauver le soldat formation !

La réforme de l'apprentissage il y a deux ans a fait basculer le pouvoir du financement de la formation de la région à l'Etat, via France Compétences et Pôle Emploi. Elle a mécaniquement réduit l'enveloppe budgétaire des écoles d'ingénieur. L'alternative était pour elle de se déclarer CFA ou d'aller chercher des financements auprès des entreprises de la branche. L'ITECH a joué la carte de la filière professionnelle et de l'autonomie face aux réformes successives. Mais son Directeur, Jérôme Marcilloux, tire la sonnette d'alarme pour préserver et développer la formation des métiers de la chimie de formulation.

Face à vos inquiétudes sur le financement de la formation, quel message portez-vous auprès des entreprises ?

L'ITECH a fait le choix de compter sur la solidarité et l'intérêt collectif des branches pour financer l'école à leurs métiers et combler le manque à gagner lié à la réforme de l'apprentissage. Mais le pari n'est pas encore tenu puisque l'ITECH accuse une baisse de 40% de ses revenus. Il est important que les entreprises prennent conscience que la perte de financement des formations de leur branche fragilise l'ensemble de la filière d'apprentissage. Elles sont donc directement concernées et d'autant plus avec les difficultés de recrutement que l'on connaît. Par ailleurs, si le coût contrat baisse, l'effet pervers à moyen terme sera le prix à payer par les entreprises. Les aides à l'embauche vont réduire, la branche alternance risque de fermer ou tout au moins, un reste à charge sera demandé aux employeurs. Un changement culturel s'annonce, il faut s'y préparer.

Comment les entreprises peuvent contribuer à financer les formations à leurs métiers ?

Je vois au moins 4 leviers qui profitent autant à l'école qu'à l'entreprise. Le premier est de cibler l'affectation de la taxe d'apprentissage en évitant de saupoudrer sous peine de ne plus rien financer. Le deuxième levier est la formation des salariés qui est gagnante/gagnante. L'entreprise développe les compétences internes et en même temps participe à l'équilibre financier des écoles métier. Le troisième levier est le don défiscalisé en soutenant par exemple le financement de bourses étudiants. Là aussi, l'intérêt est double avec un bénéfice fiscal et sociétal. Le quatrième levier est celui de la recherche. Notre filiale ITECH Entreprise délivre des prestations à la carte et exclusives, libres de propriété intellectuelle et qui rendent nos clients éligibles à un crédit d'impôt de 30%. Nous comptons beaucoup sur les entreprises qui, en actionnant ces leviers, peuvent largement contribuer au développement qualitatif et quantitatif des formations à leurs métiers.

Comment renforcez-vous les ressources de l'école ?

Nous diversifions nos sources de revenus et sommes tournés vers l'innovation en développant de nouvelles formations en réponse aux enjeux à relever. Nous avons lancé une formation Recyclage ciblée sur nos filières et tournée sur des solutions émergentes. Nous venons de créer le Master Industrie 4.0, parallèlement à la transformation digitale des entreprises. Il forme à la robotisation des sites de production dans une optique de productivité et à la gestion des datas, notamment pour développer la maintenance prédictive. Il prépare à l'émergence de nouveaux métiers et à la capacité d'innover par le produit et sur les procédés industriels. Avec l'Intelligence Artificielle, les métiers vont évoluer, notamment celui de formateur. A charge pour nous d'anticiper. Dans cette démarche, le Master a été élaboré en partenariat avec la start-up IRIIG (International Research Institute for Innovation & Growth), la grande école de l'innovation et de l'entrepreneuriat.

« A charge pour nous d'anticiper »

La recherche et le soutien à l'entrepreneuriat sont également des sources de compétences et de revenus que nous renforçons. Parmi nos actions, nous soutenons l'ITECH Angels créé par des anciens élèves pour amorcer la création d'entreprises dans le secteur. Les projets industriels font souvent peur aux investisseurs et le coup de pouce est donné par le blanc-seing des professionnels. Enfin un dernier axe de développement est notre projet d'agrandissement. Au départ conçue pour 350 élèves, l'école en reçoit aujourd'hui 580, sans compter les 160 intervenants extérieurs. La construction d'un nouveau bâtiment sur le terrain nous donnera les moyens de concrétiser nos projets de double diplôme avec les universités étrangères partenaires. Au niveau international, le besoin en ingénieurs est colossal. Rien qu'en Europe, 200 postes sont à pourvoir chaque année alors que nous diplômons 40 jeunes par promotion. Tout en sachant qu'en Occident, le désintérêt pour la technologie est assez dramatique, notamment pour son manque d'attractivité, en particulier en France. En 30 ans, les salaires n'ont été valorisés que de 15% alors que dans le commerce, ils ont progressé de 30%.



Comment l'entreprise peut soutenir la formation à ses métiers ?

- La taxe d'apprentissage
- La formation continue
- Les dons défiscalisés à des plateformes de bourses d'étudiants
- Les missions de recherche

La chimie de formulation, créatrice de vocations

Par la couleur et leurs fonctions d'embellissement, de protection, d'assemblage, de réparation, de design... les peintures, vernis, colles, adhésifs, encres, les produits de préservation du bois, sont indispensables à une multitude de secteurs, si ce n'est pas à tous. A fortes valeurs ajoutées, ils sont associés à la sécurité, au confort, à l'esthétique et au bien-être. Au carrefour de tous les défis de l'humanité et de son patrimoine culturel et artistique, technique, technologique et environnemental, la chimie de formulation crée des vocations.

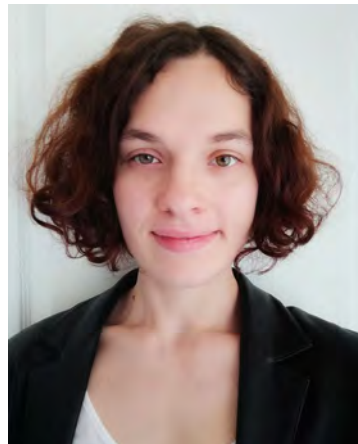
Si tous les chemins mènent à Rome, la chimie de formulation mène à tous les secteurs, ou presque.

Lucie Laporte, ingénieure de 24 ans, doctorante spécialisée dans la formulation appliquée au patrimoine, a emprunté ce parcours et trouvé le moyen d'allier deux passions, l'art et la chimie. Sa voie est de contribuer à préserver notre patrimoine artistique et ressusciter les matériaux anciens. Elle l'emprunte avec la direction d'une thèse sur les peintures à l'huile du 15^e au 19^e siècle au Laboratoire d'Archéologie Moléculaire et Structurale de Sorbonne Université. Rencontre.

Quel a été votre cheminement ?

La porte d'entrée a été les sciences avec un parcours assez classique du bac scientifique, à la classe préparatoire spécialité physique et chimie au lycée Victor Hugo de Caen jusqu'à l'école d'ingénieur en chimie de formulation à l'ENSCR de Rennes. Je me suis alors spécialisée en « analyse et caractérisation de la matière et formulation ».

Lors d'un premier stage au sein du groupe Rocher, j'ai formulé des produits cosmétiques. Le second stage, au Laboratoire de Recherche des Monuments Historiques, m'a fait étudier le plâtre et la consolidation des façades. Je formulais du plâtre avec des caractéristiques bien précises pour reproduire le matériau fragilisé et le consolider. Cette



« Je vis ma passion pour l'art grâce à la chimie »

expérience a été révélatrice et m'a déterminée à trouver le moyen de faire l'interface entre la chimie et l'art, le patrimoine et les matériaux anciens. C'est ainsi que j'ai postulé au Laboratoire d'Archéologie Moléculaire et Structurale qui proposait un sujet de thèse sur les peintures à l'huile du 15^e au 19^e siècle.

Quel est le but de votre thèse ?

J'étudie l'influence du traitement et le rôle des siccatifs dans les propriétés et le séchage des huiles utilisées en peinture. A l'origine, celles à base d'huile de lin pouvaient mettre plusieurs jours à sécher. A partir du 15^e siècle, les peintres ont ajouté des composants, comme l'oxyde de plomb, pour accélérer le séchage, réduit à quelques heures.

Après plusieurs siècles, certaines œuvres réalisées avec ce type de peinture ont noirci ou craquelé. Mes recherches consistent à comprendre le phénomène d'altération provoqué par le traitement des huiles.

Quels sont les débouchés dans votre spécialité ?

L'enseignement peut être une suite logique du doctorat en tant que maître de conférence. Cependant, je préfère me consacrer à la recherche et mettre à profit ce que j'ai appris en formulation et rhéologie dans le domaine du patrimoine.

Roelandt Savery (1579-1639), Orphée enchantant les animaux avec sa musique, 1627, huile sur panneau de chêne, 62 x 131,5 cm, la Haye, Mauritshuis. Noircissement progressif de la teinte marron clair du premier plan, rendant les animaux difficilement discernables à l'œil nu.



La formation aux métiers de l'artisanat : l'affaire de tous

Les mesures gouvernementales ont sauvé les entreprises mais n'ont pas réglé les problèmes de recrutement. Aujourd'hui, les artisans en sont réduits à refuser des chantiers par manque de main d'œuvre. C'est particulièrement vrai en carrosserie et dans le bâtiment.

Sylvain FORNES



« L'innovation et la technologie apportent beaucoup à nos métiers »

Sylvain Fornes, Président de l'Union Nationale Artisanale Peinture Vitrierie Revêtement de à la CAPEB et Administrateur de 3PF, s'investit depuis des années dans les filières de l'artisanat pour contribuer à faire évoluer des métiers plébiscités et à forte valeur ajoutée. Il y consacre beaucoup de temps mais juge sa mission gratifiante et motivante car les avancées sont palpables et les résultats positifs. La tâche reste néanmoins d'ampleur pour valoriser les métiers et développer les compétences en cours de parcours professionnel. Toute la chaîne de valeurs des filières est concernée et doit intensifier le travail collectif.

Quels sont vos chevaux de bataille ?

Globalement, je soutiens fortement l'innovation, la technologie et leur utilisation, que ce soit au niveau des produits ou des outils de travail. Elles apportent beaucoup à nos métiers, tant en matière de santé, de sécurité et de confort que de productivité et donc de rentabilité. Elles participent par ailleurs à réduire l'empreinte écologique et la consommation énergétique de nos activités et de nos bâtiments. Enfin, elles contribuent largement à valoriser nos métiers, à changer leur image en offrant des conditions de travail plus motivantes et moins pénibles. La formation initiale et continue sont à prioriser pour exploiter les bénéfices du progrès et garantir le niveau de qualification de nos métiers.

Comment agissez-vous sur la formation initiale ?

Avec la CAPEB, nous avons participé à la rénovation des diplômes en perte de valeur. Nous avons actualisé et intégré une notion commerciale aux BTS Aménagement et Finition

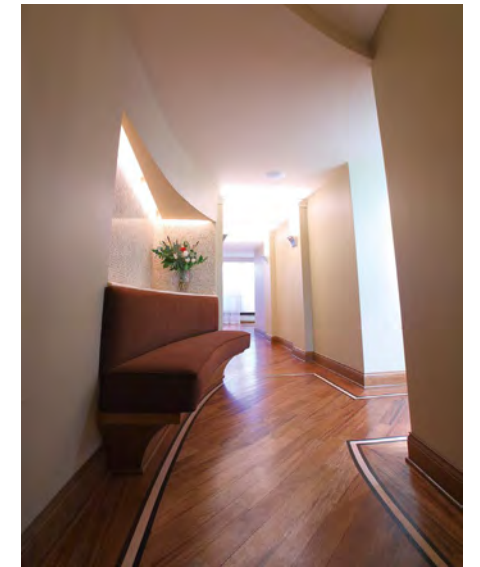
(peinture, carreleur, plâtrier) et Aménagement/Finition du bâtiment auquel a été ajoutée l'appellation Création et Réalisation. Ce dernier inclue dorénavant la numérisation (BIM), la mécanisation, la santé et la sécurité au travail. Parallèlement, nous participons à l'écriture des examens pour valider les connaissances utiles au marché.

Quelle est votre position sur la formation continue ?

La formation continue encourage la pratique des outils numériques et mécaniques, aujourd'hui sous-utilisés. A condition d'adapter l'organisation des chantiers et le management des équipes, la maîtrise des nouveaux outils permet de gagner du temps, d'être compétitif et de générer jusqu'à 40% de rentabilité. La mécanisation, je pense notamment aux pistolets de peinture, peut diviser par 2 la durée d'un chantier. La mutation chez les professionnels est freinée par des blocages parmi lesquels la réticence au changement, l'investissement en matériel et la disponibilité que demande la formation. Pour les peintres, s'ajoute la peur de dégrader leur image auprès du client en utilisant un pistolet. En revanche, je ne connais pas un artisan qui ait passé le pas et voulu faire marche arrière.

Quels sont vos messages et vos actions pour valoriser les métiers de l'artisanat ?

Poussé par l'exigence des clients et l'innovation des industriels, le métier de peintre, comme beaucoup d'autres dans l'artisanat, a énormément évolué mais en silence. Les conditions de travail se sont nettement améliorées avec des produits sans odeur, moins nocifs, plus écologiques, du matériel moins lourd et limitant la poussière. Nous sommes passés de pollueurs à dépollueurs grâce à des produits capables, par exemple, d'assainir l'air ou d'isoler. Ces évolutions rendent nos métiers plus attractifs et accessibles aux femmes, de plus en plus nombreuses. La mixité apporte une vraie valeur ajoutée et le caractère féminin donne à notre métier une nouvelle image. Leur complémentarité se révèle dans la minutie, l'appétence pour les relations client et bien souvent, leur effet modérateur au sein des équipes masculines. J'ai eu la chance d'en recruter plusieurs qui ont



toutes apportées beaucoup à l'entreprise. Nous ne manquons pas d'arguments pour redonner au peintre ses lettres de noblesse sachant qu'avec les Italiens, les Français sont réputés comme les meilleurs en finition. La couleur a par ailleurs son pouvoir d'attraction par sa dimension esthétique, design, voire artistique. Cette expertise, propre à nos métiers, est recherchée par les clients et nous avons tout intérêt à la renforcer.

Qu'attendez-vous des filières ?

Nous avons besoin de toutes les forces vives de notre filière qui dispose d'instances dédiées à la peinture, comme la FND (Fédération Nationale de la Distribution), 3PF, le SIPEV ou la FIPEC, sur lesquelles nous pouvons nous appuyer. Elles sont capables de donner de l'envergure à des campagnes de promotion nationale mais aussi européenne. Tout en imposant nos standards de qualité, nous devons attirer une main d'œuvre extérieure qualifiée pour pallier le manque de candidats en France. Les industriels peuvent interagir via la taxe d'apprentissage et leur adhésion aux associations filière.





Le biosourcé Solution décarbonée

Les produits issus de la biomasse sont enfin reconnus par les pouvoirs publics pour leurs bénéfices environnementaux. Placés au cœur de la stratégie d'économie circulaire et des enjeux de décarbonation, ils sont légitimement soutenus dans le plan France Relance.

Le biosourcé est l'une des ressources des industries des syndicats de la FIPEC pour fournir des solutions relevant au moins quatre des enjeux environnementaux et économiques prioritaires de nos sociétés. Avec sa capacité d'absorption des CO₂ et la substitution aux énergies fossiles, il agit sur la limitation du réchauffement climatique. En utilisant des matières premières renouvelables ou issues du recyclage, il limite l'épuisement des ressources. En diversifiant les besoins et en favorisant les circuits courts, il réduit la dépendance mondiale en approvisionnement. Par l'innovation, il participe à développer une industrie nationale forte et autonome.

Créer un cadre de référence

Ces bénéfices s'inscrivent dans l'évolution responsable des habitudes de consommation et les objectifs réglementaires. Dès 2010, la FIPEC a identifié le potentiel de cette approche industrielle et organisé une table ronde sur le sujet pour partager sa vision. Elle adhère alors à l'ACDV (Association Chimie du Végétal) et, au fil de la décennie, s'est intégrée à 3 groupes de travail, avec en fer de lance les peintures parmi les secteurs les plus actifs. Proactive, la FIPEC est ainsi partie prenante dans la structuration et la promotion de la filière des produits biosourcés pour en faire un axe de croissance responsable et durable.

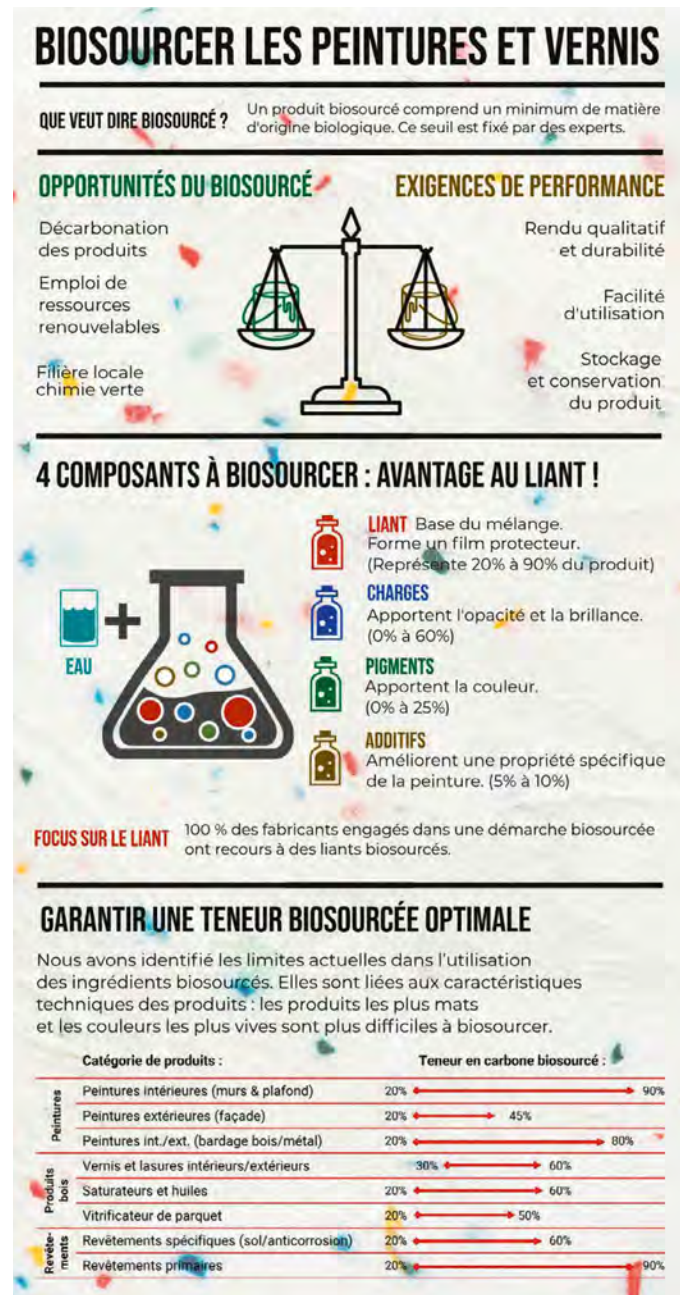
Avec l'ACDV, l'AFISE (industries de la détergence) et les pouvoirs publics, le Groupe de Travail Biosourcé de la Commission Environnement de la fédération, une trentaine d'entreprises, travaille à une expérimentation de préférence d'achats publics sur les peintures et vernis biosourcés. Un cadre commun à la profession est posé en établissant un référentiel. Il définit les peintures et vernis biosourcés, évalue la performance et intègre un glossaire des allégations (biosourcé, naturel...). La nature biosourcée d'un produit a été fixée selon un seuil de 20 à 45% de taux de carbone biosourcé, mesuré en suivant une méthodologie commune de calcul.

La prochaine étape est à franchir par la Direction Générale des Entreprises (DGE) chargée d'actualiser la base de données des appels d'offres publics donnant la préférence aux produits biosourcés dont le taux de carbone est affiché.

Ainsi, en 2030, l'usage des matériaux biosourcés ou bas carbone interviendra dans au moins 25% des rénovations lourdes et des constructions relevant de la commande publique¹. Dans le cadre de la réglementation RE2020², un taux minimal d'incorporation de matériaux biosourcés est fixé par référence au label Bâtiment biosourcé. Fin 2022, un évènement présentera ce nouvel outil aux professionnels qui pourra être dupliqué sur d'autres familles de produits.

Faire comprendre pour stimuler la demande

Pour accélérer le développement des produits biosourcés par une meilleure compréhension et capitaliser sur le travail de fond réalisé, la FIPEC a élaboré des outils de synthèse et de vulgarisation, infographie et vidéo, à l'attention des marchés aval et des consommateurs, utilisateurs potentiels des produits biosourcés.



Une vidéo « biosourcé, une histoire de formulation » est en ligne sur la chaîne Youtube de la FIPEC

¹ Commande publique (art. L. 228-4 du Code de l'environnement, tel que modifié par l'article 39 de la loi Climat et résilience)

² Exemplerité environnementale des bâtiments neufs (art. R. 171-3 et D. 171-6 du Code de la Construction et de l'Habitation)



La peinture : terrain de jeu des chercheurs et ingénieurs

L'innovation est un puissant argument de vente si elle allie à la performance technique des bénéfices environnementaux. Les industriels réalisent une part importante de leur activité sur des lignes de produits lancés depuis moins de 5 ans. 25% des ventes chez Blanchon/Syntilor, témoigne **Guillaume Clément**, CEO et Président du groupe. « Nous investissons 5% de notre chiffre d'affaires dans la R&D mais il faut parfois savoir être patient pour en récolter les fruits. Notre première offre de produits biosourcés date de 2009 mais, trop restreinte et arrivée sans doute trop tôt, elle n'a pas rencontré le succès escompté. Aujourd'hui, les consommateurs sont plus réceptifs, en témoigne l'accueil favorable de notre gamme de vitrificateurs, saturateurs, lasures, peintures de spécialités et vernis biosourcés 'Syntilor Nature Protect' ».

La part d'innovation chez Cromology est tout aussi importante et tournée vers les solutions écoresponsables. La moitié des peintures du fabricant sont éco-labellisées, tout comme deux tiers de celles commercialisées depuis moins de 3 ans. « BIOME de Tollens est notre première gamme intégrant un ingrédient essentiel biosourcé. Sa résine est composée à 97% de matière première végétale, issue de déchets agricoles et sylvicoles. BIOME est labellisée Ecolabel, certifiée HQE et émet de faibles COV (<1g/L). Nous intégrons le biosourcé dans les critères de conception de nos produits. Nous sommes en effet dans une démarche globale d'éco-conception sur la totalité du cycle de vie de la peinture », **Thierry Jeannette**, Directeur Marketing et Innovation Produits Peintures.

Dans une tribune du JDD du 11/12/21, Benoit Bazin, DG de Saint-Gobain et Pierre-Etienne Bindschedler, PDG de Soprema, affichent leurs engagements et un bilan positif en affirmant que

« Le secteur du bâtiment est en pointe dans la transition écologique. Nos entreprises construisent des bâtiments décarbonés, imaginent des habitats avec un impact environnemental minime et bâtissent des circuits courts sur l'écosourcé ».

Les fabricants parviennent à réduire les émissions de carbone sur tout le cycle de vie du produit par la sélection des matières premières, en particulier les résines, les plus émettrices.

Ecoat, qui favorise l'émergence des peintures biosourcées, développe, depuis 10 ans, des liants biosourcés. L'analyse du cycle de vie sur ces polymères révèlent en taux d'émissions de carbone de -0,1% de CO₂/kg d'émulsion quand les produits classiques consomment 2 kg de CO₂/kg de résine. « Aujourd'hui, le contexte est favorable aux produits biosourcés. Nos solutions environnementales sont économiquement viables et le marché est réceptif. Notre présence au sein du GT Biosourcé de la FIPEC est une formidable opportunité de travailler en filière et d'avancer », **Olivier Choulet**, CEO d'Ecoat.

Encres et vernis : concevoir l'emballage de demain

Les encres contiennent de plus en plus de matières biosourcées, notamment leur diluant ou bien encore leurs résines ou additifs. Elles peuvent ainsi être formulées à base de résines végétales (lignine) ou de bio-solvants (éthanol agricole). Les pigments peuvent aussi être d'origine végétale. En revanche, les colorants naturels (chlorophylle, algue, cochenille, oxydes de fer) ne répondent pas encore aux besoins du marché. La ressource est faible et les coûts élevés pour un pouvoir couvrant insuffisant.

Dans l'emballage, on retrouve les encres à l'eau (jusqu'à 50% de végétale sur la matière sèche), les solvantées (à base de bio-éthanol), les encres grasses (à base d'huile végétale) et les UV/EB. Ces dernières connaissent un pic fulgurant en biosourcé. Elles représentent 45% de l'offre actuelle et devrait atteindre 75% dans 2 ans.

« Chez Sun Chemical, les vernis d'impression barrières (oxygène, UV, eau, huiles, graisses...) comptent parmi nos développements. En matière d'emballage, ils compensent ou renforcent les barrières fonctionnelles des nouveaux packagings (mono matériau, recyclé, biosourcé). Notre projet est de les développer en biosourcé. Par ailleurs, de gros efforts sont engagés pour basculer en encres végétales des encres d'impression pour les magazines et journaux. L'objectif est de ne pas perturber les boucles de recyclage du matériel papier, carton recyclé ou film plastique (PE, PP ou PET) », **Romain Cléret**, Président de l'AFEI et Directeur Commercial France Benelux & Afrique de Sun Chemical.

L'avis scientifique

Stéphane Fouquet, Consultant scientifique et ancien Directeur scientifique de la société Bostik (groupe Arkema), travaille sur les produits biosourcés depuis les années 80. « L'évolution de ces produits a été très lente car les conditions n'étaient pas réunies. L'offre en matières premières d'origine végétale, les volumes et les coûts de production, ont été des freins pendant longtemps. Le marché n'étant pas prêt non plus, la demande est restée relativement faible pendant des décennies, mais la situation évolue rapidement depuis quelques années. L'idée n'a jamais été d'opposer la chimie végétale et la chimie fossile mais de trouver le meilleur équilibre en tenant compte du coût à la fonction et des impacts environnementaux. Il est en effet extrêmement réducteur de faire du biosourcé simplement parce que c'est bien. Le challenge est donc de développer des produits biosourcés à faible impact environnemental et, préférentiellement recyclables en fin de vie. La formulation est un jeu de Lego qui doit tenir compte de nombreux paramètres. Elle demande une vraie expertise et de la rigueur sur le plan éthique, sanitaire et environnemental. Le développement des produits biosourcés réside notamment dans leur(s) fonctionnalité(s) supplémentaire(s) ou complémentaire(s), mais leur prix reste souvent un point de blocage. Par ailleurs, sauf contrainte réglementaire, le marché résiste naturellement au changement et les valeurs ajoutées liées à l'environnement ne suffisent pas encore à faire massivement changer les comportements ».





Eco-contribution Fil d'Ariane de la loi AGECE

La loi AGECE, promulguée en 2020, a renforcé les obligations des industriels avec, en ligne de mire, la montée en puissance des filières de gestion des déchets à la charge des fabricants. Pour envoyer un signal de soutien aux industriels, le Gouvernement a, dans le même temps, allégé la fiscalité de production et le fait savoir. Dans ce contexte, la FIPEC s'interroge sur la frontière entre fiscalité et réglementation et milite pour le droit à l'information. Elle demande la mise en place d'une éco-contribution visible obligatoire pour que le consommateur sache quel est le coût de la fin de vie du produit et qu'il est financé par le producteur.

En réaffirmant l'objectif de recyclabilité des déchets et de circularité des ressources, la loi AGECE se répercute sur toute la chaîne de valeurs de la production industrielle. Sa mise en œuvre a commencé en 2020 avec des mesures immédiates. Elle s'étalera jusqu'en 2025.

Les filières REP s'étendent et se multiplient

Cette loi anti-gaspillage pour une économie circulaire a initié la création de nouvelles filières REP (Responsabilité Elargie des Producteurs). Certaines existantes ont été étendues et les obligations des fabricants (metteurs en marché), renforcées. Les produits du coating, principalement concernés par la filière des Déchets Diffus Spécifiques (DDS), le sont également par les nouvelles filières, notamment celles du bâtiment et des emballages industriels et commerciaux.

« En décembre, nous avons organisé une réunion d'information pour accompagner nos adhérents dans l'élaboration des plans d'éco-conception qui deviennent obligatoires en 2022. Colin Lang, consultant à l'ADEME, est venu partager son expertise en tant que spécialiste de notre filière », **Emilie Blaise**, Pôle Technique et Réglementaire FIPEC.

Les nouvelles obligations reviennent pour les producteurs à financer les déchets des artisans, à valoriser les bonnes pratiques avec la

généralisation des éco-modulations, à prendre en charge les dépôts sauvages et, globalement, à faciliter le recyclage.

Eco-contributions ou éco-taxes ?

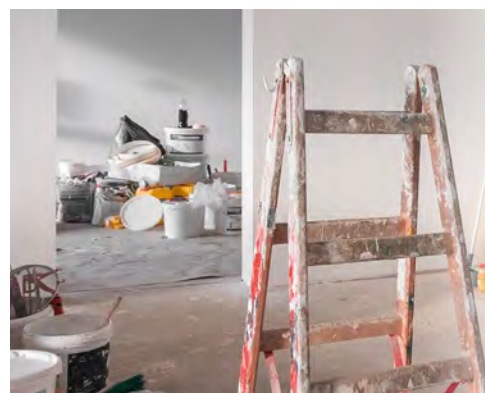
La crise sanitaire a révélé des fragilités importantes d'approvisionnement (pénurie de masques et de matériels médicaux) et a poussé les autorités à définir une stratégie pour réduire notre dépendance industrielle et favoriser une industrie compétitive. Elle est d'ailleurs l'un des enjeux de la campagne présidentielle. La réduction de la pression fiscale fait partie des mesures de soutien et va dans le sens des demandes des industriels. Mais pour la FIPEC, il faut prendre en compte toute l'équation. Or, depuis la loi AGECE et la réforme des filières REP, la charge financière relative à la gestion des déchets, qui pèse sur les producteurs, s'est fortement intensifiée. Avec raison car l'enjeu environnemental est majeur, mais pas sans garde-fou.

« Selon l'Etat, les éco-contributions ne sont pas des taxes. Néanmoins, elles servent au financement d'une partie du service public de la gestion des déchets. Elles financent la prise en charge d'externalités négatives dont le fabricant ne peut être tenu directement pour responsable. Ce n'est pas un problème en soi, nous le faisons tous les jours. Mais appelons un chat, un chat. Nous travaillons à sensibiliser les pouvoirs publics

sur la répartition des responsabilités entre les acteurs économiques, industriels, artisans et distributeurs, qui ne sont pas tous des metteurs en marché. Nous ne remettons pas en cause le principe de la REP. Il n'est cependant pas cohérent de faire peser une charge financière de plus en plus élevée sur l'industrie, alors même que le Gouvernement a su réduire les impôts de production pour améliorer la compétitivité. Rappelons que nous attendons toujours l'étude d'impact chiffrée de la loi AGECE, qui n'a pas été clairement réalisée », **Pascal Hoareau**, Président du SIPEV.

La FIPEC milite pour l'efficacité

« Les industriels de la filière demandent depuis plusieurs années que leur soit accordé ce qui existe déjà dans deux autres filières : la mise en place d'une éco-contribution visible auprès du consommateur final. L'intérêt principal est de retirer l'éco-contribution du champ de négociation et éviter ainsi une inflation des prix via les intermédiaires dans un contexte d'augmentation importante des éco-contributions. Cela a, par ailleurs, un intérêt pédagogique pour inciter le consommateur à moins gaspiller, la prise en charge de son déchet n'étant pas gratuite même si elle semble l'être pour lui », **Guillaume Frémaux**, Président de la Commission Affaires Publiques de la FIPEC.



Qu'est-ce qu'une filière REP ?

Les filières REP permettent d'organiser la prévention et la gestion des déchets pour certains types de produits.

La Responsabilité Elargie du Producteur s'inspire du principe « pollueur-payeur ». Son dispositif implique que les acteurs économiques (fabricants, distributeurs, importateurs) sont responsables de l'ensemble du cycle de vie des produits qu'ils mettent sur le marché, de leur éco-conception jusqu'à leur fin de vie.

Source ADEME



Communication 2022 : focus sur les emballages

L'AFICAM poursuit les efforts sur sa communication en travaillant sur le contenu éditorial autour de ses valeurs, l'efficacité et l'innovation. L'association a commencé par la refonte graphique de son image, plus en ligne avec les valeurs d'innovation et de dynamisme qui caractérisent la filière des colles, adhésifs, mastics et mousses expansives. Elle a ensuite lancé la nouvelle version de son site Internet et créé un compte LinkedIn. Aujourd'hui, la stratégie prend deux directions avec une prise de parole digitale plus forte et une approche par métier. A travers sa commission, le secteur des colles d'emballage travaille par exemple sur le recyclage, notamment en matière de collage sur les supports en plastique.



BIM et collage des revêtements souples : collaboration avec KALEI

A usage du BIM (modélisation des données), l'AFICAM s'est associée à KALEI, l'association des revêtements techniques et décoratifs, pour travailler sur un cahier des charges portant sur le collage des revêtements souples, type moquette ou PVC. Selon les résultats, l'AFICAM multipliera les groupes de travail dans une approche filière en s'ouvrant aux syndicats métier des filières aval.

Les fabricants des colles, adhésifs, mastics et mousses expansives s'inscrivent dans la démarche volontaire française d'être partie prenante du processus collaboratif de modélisation des informations. Le système se généralise car il a prouvé son efficacité sur beaucoup de marchés, notamment en Grande Bretagne, Chine et dans les pays où la construction bat son plein.

Nouveaux adhérents



Un leader en science des matériaux

Avery Dennison, entreprise spécialisée dans la science des matériaux et la production, conçoit et fabrique une grande variété de matériaux d'étiquetage et fonctionnels pour presque toutes les grandes industries. Son expertise et sa présence mondiale lui permettent de fournir des solutions innovantes et intelligentes dans le monde entier.

En France, le groupe américain opère sur 3 sites dans le Nord et en Rhône-Alpes. Celui de Champ-sur-Drac (38), qui compte 300 employés (production, vente, marketing, ingénierie), est spécialisé dans la production de bobines adhésives papier et film.



Acteur majeur des colles industrielles

Fondé en 1919, Jowat SE est l'un des principaux fournisseurs de colles industrielles. Elles sont principalement utilisées dans l'industrie du bois, l'automobile et l'emballage. Le groupe fabrique plus de 90 000 tonnes de produits par an, emploie près de 1 200 personnes et dispose d'une structure de vente mondiale avec 23 filiales de distribution et des entreprises partenaires.

Christophe Magnin, Managing Director, a fait adhérer Jowat France à l'AFICAM pour agir au sein de la filière. « Compte tenu des enjeux environnementaux et la vitesse avec laquelle la politique légifère, on peut difficilement être en retrait. De plus, en France, les exigences sont plus importantes que dans d'autres pays européens. C'est donc particulièrement important pour nous d'être acteur ».



Tout pour le béton... sauf le béton !

Créée en 1992, la société lyonnaise RG Développement conçoit, fabrique et distribue des solutions techniques appliquées aux problématiques du béton.

Certifiée ISO 9001, elle est spécialisée dans le génie civil et le BTP et a développé trois domaines d'expertise : l'assainissement avec la formulation et la fabrication de produits de traitements de surface ; la protection des bâtiments et supports minéraux ; la rénovation des sols et façades béton.

Son engagement environnemental l'amène à développer des produits sans solvant pour limiter les émissions de COV.



Groupe Peinture Carrosserie : mission pédagogique

Dans la continuité de son travail sur la valorisation des métiers de la réparation-carrosserie et l'évolution durable de la filière, le groupement métier et ses partenaires s'attellent à mettre en phase l'acquisition de compétences avec la réalité du terrain. Alors que la rénovation des diplômes de la filière carrosserie-peinture (Bac pro et CAP) est en question, les fabricants de peinture ont identifié leur plus-value. L'évolution des outils de travail, notamment colorimétriques avec les spectrophotomètres, et leur digitalisation transforment le quotidien des réparateurs mais ne sont pas encore intégrés dans les référentiels des CAP et BAC.

Le projet est d'être force de propositions sur les mises à jour à apporter et de fournir les supports pédagogiques qui accompagneront leur mise en application. Ils seront mis en ligne sur la plateforme et à la disposition des centres de formation, des formateurs et enseignants.

L'objectif est double : montrer toute l'attractivité des métiers de la réparation carrosserie, leur technicité et leur environnement technologique. Le second enjeu est de rapprocher l'atelier de formation de la réalité du terrain pour que les jeunes diplômés soient plus vite opérationnels à leur arrivée dans le monde du travail.

ITE : publication des FDES

Fin 2021, le SIPEV a publié les FDES sur l'ITE (Isolation Thermique par l'Extérieur), collectives et intersyndicales avec la filière Mur Manteau, qui regroupe les peintures, les enduits, les isolants et le matériel connexe. 7 industriels du SIPEV et 4 du Syndicat National des Mortiers Industriels ont participé. Ces fiches sont consultables sur le site de l'INIES qui a vocation à centraliser toutes les fiches de données environnementales et sanitaires. www.inies.fr

Nouveaux adhérents

Un regard novateur

SIMAB est une PME vendéenne créée en 1998. Elle conçoit et commercialise des peintures et vernis haute technologie pour les secteurs du bois, de l'industrie, la marine et l'architecture. En quelques chiffres clés, elle emploie 40 personnes, produit 850 tonnes de peinture par an. Certifié ISO 9001:2015, son site de production est situé à Chavagnes en Paillers (85). Les produits sont commercialisés auprès des particuliers et professionnels, via son réseau de magasins d'usine. Sa spécificité est une offre flexible et sur mesure, de 1 kg à 1 tonne.



Peintures pour voitures écologiques

Nippon Paint Automotive Coatings, ex Bollig & Kemper, est l'un des principaux fabricants mondiaux de peintures spécialisés dans les revêtements automobiles en première monte : peinture par électrodéposition (E-coat), systèmes pour carrosserie, pare-chocs en plastique et pièces intérieures. NPCA France, dirigée par Fabrice Bergez, compte 2 établissements, le siège social en Essonne et la R&D en Isère.

Sa contribution pour réduire l'empreinte environnementale du processus de fabrication consiste à développer des peintures et revêtements nécessitant des temps de séchage plus courts à des températures plus basses et en minimisant l'utilisation de solvants pour limiter l'émission de COV.



BIM : 1^{ère} expérimentation réussie

Le groupe de travail « BIM Peintures » constitué par le SIPEV est arrivé au bout de sa mission. Après avoir établi un cahier des charges en adhérant à l'association Mediaconstruct, il a lancé une première expérimentation qui s'est conclue avec succès.

Dans le cadre du projet de rénovation de la cité scolaire de L'Édit à Roussillon (Isère), elle a organisé les échanges de données entre les parties prenantes. La Région Auvergne Rhône-Alpes qui a exprimé les exigences du programme, au CRR Architecture qui a élaboré la maquette d'exécution. Elle a été transmise au Groupe Chanel qui, avec les adhérents du SIPEV, a géré la consultation des fabricants.

Cette expérimentation a permis de tirer un ensemble d'enseignements sur la représentation des peintures et enduits dans un projet BIM et de proposer une approche pragmatique et qualitative.

Chaque acteur impliqué a trouvé des bénéfices à cette approche. La région Auvergne Rhône-Alpes a harmonisé et pérennisé la description des peintures et enduits, à l'échelle de son parc immobilier. Cette automatisation a eu un effet positif sur les coûts. Le CRR Architecture et le Groupe Chanel ont apporté une solution économique répondant aux demandes du maître d'ouvrage. Les fabricants ont réduit les frais de diffusion de leurs données produits, en harmonisant les demandes et en s'appuyant sur le SIPEV pour la diffusion. Ces résultats concluants ont réactivé le groupe de travail qui poursuit l'expérimentation en 2022 avec une extension sur d'autres familles de produits.



Nouvel adhérent

Technologie de la conservation du bois

Koppers Performance Chemicals se positionne comme un leader mondial dans le développement de systèmes et de technologies de préservation du bois. Il occupe les secteurs de la construction résidentielle et commerciale, la rénovation, la marine et l'agriculture à usage intensif. En plus des produits en bois traité ignifuge, Koppers fournit des produits essentiels pour les entreprises de services publics et les infrastructures fondamentales. L'entreprise est membre de l'American Chemistry Council et s'est volontairement engagée à appliquer la charte Responsible Care dans tous ses sites d'ici 2022, dont en France (Moselle).



Soutien de la stratégie décarbonation

Réélu Président du SPB en 2020, Thomas Cousin poursuit sa feuille de route. Depuis 3 ans, le syndicat est accompagné par le consultant Eric Heisel sur les sujets techniques autour du traitement du bois (statut des créosotes, appâtage permanent en lutte antitermites, propiconazole...). Le SPB s'investit tout particulièrement dans les objectifs de décarbonation de la filière. Il a contribué au programme C4OPTI dans le cadre de la REP Bâtiment et travaille sur le concept de biosourcé appliqué aux produits de traitement du bois.

Nouvel adhérent

Hautes performances techniques et environnementales



Spring Coating Systems est un leader dans le domaine de la fabrication d'encres techniques, de vernis et de solutions environnementales pour l'impression et l'emballage. La culture entrepreneuriale de Spring s'articule autour de six secteurs d'activité principaux : les encres et vernis DFC (Contact Alimentaire Direct) ; les encres flexographiques et techniques ; les vernis et colles ; les solvants de gravure pour plaques photopolymères ; les systèmes de nettoyage Anilox Flexilox ; les formulations sur mesure. À travers ses installations en Europe et Amérique du Nord, Spring opère dans le monde entier avec des produits de haute performance qui associent couleur, fonctionnalité, respect de la santé et de l'environnement.

Aller de l'avant, former, grandir dans le respect
des hommes, de la planète et en ligne avec les enjeux nationaux

innover
assembler
embellir
protéger
durer

